

Le rôle d'un rapport d'activité, c'est de permettre l'exercice de la démocratie : il rend compte des activités et débats de la FSU du Var. En ce sens il permet une véritable transparence. Mais il ne se situe pas en dehors du temps et de l'espace : il fait le bilan de l'application de l'orientation d'UA.

Le rapport d'activité de la FSU 83 ne prend aucun recul par rapport au syndicalisme pratiqué par la direction nationale, il est donc susceptible des mêmes critiques.

Les fruits amers du "dialogue social"

La direction UA reprend la même antienne : le gouvernement (surtout le précédent gouvernement... le gouvernement actuel semblant bénéficier de plus de mansuétude y compris quand il applique la même politique) ne pratique pas assez le "dialogue social". Ce serait la raison des régressions survenues ces dernières années.

Or, récapituler l'ensemble des réunions, groupes de travail, concertations, etc. serait très long, rien que sur les retraites Sarkozy avait indiqué avoir procédé à plus d'une vingtaine de réunions avec les organisations syndicales.

Le bilan de cette forme de rapport au pouvoir est facile à effectuer : salaires en berne, précarité persistante, suppressions massives de postes, maintien des contre-réformes... le syndicalisme n'a pu les empêcher.

C'est que pour l'essentiel il n'y a rien à gagner quand on s'intègre dans cette logique de "dialogue social" : ce n'est pas parce que l'organisation syndicale est reçue par le pouvoir politique, qu'il y a victoire revendicative...

... en revanche, cela permet au gouvernement de crédibiliser ses contre-réformes...

... d'autant plus que dans l'année écoulée, y compris les classiques et insuffisantes "journées d'action" (grèves de 24h) n'ont même plus été à l'ordre du jour dans la Fonction publique ou au niveau interprofessionnel.

La lutte sur les retraites, évoquée par le rapport d'activité sans aucun recul critique, est emblématique. Face à un mouvement social massif, alors que la question du blocage de l'économie rendait possible une victoire sur Sarkozy... rien de tout cela ne s'est concrétisé. L'intersyndicale nationale n'a jamais appelé à reconduire les grèves, ni à organiser la solidarité avec les secteurs en lutte. Elle a contribué à une défaite qui n'était pas inévitable.

Cet exemple interroge tout le syndicalisme, dont celui porté par UA (et son alliée l'EE).

Les difficultés du syndicalisme...

Il est remarquable que le rapport d'activité ne considère pas comme un problème des évolutions inquiétantes. Toutes vont dans le même sens : déplacer le centre de gravité du syndicalisme, de sa fonction de mouvement social revendicatif porteur de l'espoir d'une autre société... à une fonction d'institution garante de la stabilité sociale moyennant quelques frictions avec le gouvernement. Autrement dit, l'appareil syndical s'éloigne de plus en plus de la vie syndicale dans les établissements, les écoles...

Ainsi des aspects pourtant très discutables ne sont pas questionnés. Comme la dépendance financière à l'égard des collectivités locales (subventions). Ou le refus obstiné de toute forme d'auto-organisation des luttes (AG de personnels). Ou encore le fait que les instances fédérales (conseil fédéral départemental, et encore davantage conseil fédéral régional) soient des instances perçues comme éloignées de la vie militante réelle.

Ces problèmes touchent tous les syndicats, mais il y a tout de même une spécificité de la FSU.

... et celles de la FSU

Décembre 2011 : comme dans tous les CDFD de France, une altercation a lieu entre SNES et SNUipp à propos de l'action du 15 décembre (grève du second degré). Pourtant tout le monde est d'accord : le décret Chatel sur l' "évaluation" des personnels est inacceptable, et une grève portant sur cette question et sur les suppressions de postes s'impose.

Finalement, les syndicats de la FSU réagissent en ordre dispersé, aucune grève nationale de toute la FSU n'a lieu dans cette période cruciale.

Ces difficultés résultent de la structuration de la FSU en syndicats nationaux catégoriels : elle tend à isoler voire à opposer des catégories qui s'ignorent, et faute d'une vie fédérale à la base les instances de la FSU apparaissent comme coupées des personnels (CDFD, CFR). Cela explique par exemple la difficulté à faire vivre des commissions fédérales (la commission sur les droits des femmes par exemple), et l'incapacité de la FSU à s'opposer clairement au gouvernement sur des questions pourtant centrales comme la "masterisation", le projet éducatif...

Et maintenant ?

Il était nécessaire de faire battre Sarkozy. Mais sans se faire d'illusion, ni en répandre : qui peut ignorer aujourd'hui que le nouveau gouvernement s'engage dans une politique d'austérité ? Pourtant le syndicalisme est fortement tenté par la volonté à tout prix d'être l'interlocuteur privilégié du nouveau pouvoir : la CGT et la CFDT le font au niveau interprofessionnel, la FSU le fait au niveau de l'éducation nationale.

Alors que rien n'avance sur les salaires, la précarité, la journée de carence... UA persiste à ne pas vouloir trop gêner ce gouvernement. D'où les atermoiements autour de la manifestation du 30 septembre, des communiqués inacceptables à propos de la loi d'orientation sur l'école qui manifestent surtout un refus de s'y opposer, etc.

Une telle stratégie syndicale n'est pas la nôtre, elle contourne la nécessité d'imposer les revendications par le rapport de forces.

Le rapport d'activité ne manifestant aucune distance critique sur ces problèmes, les militantEs d'Emancipation voteront "Non".